

ROYAUME DU MAROC

**AGENCE NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES
RENOUVELABLES ET DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE**

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N°16/2015

ACCOMPAGNEMENT POUR LA GESTION DES REALATIONS MEDIAS

Du 17/11/ 2015

« CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES »

ANNEE 2015

SOMMAIRE

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

- ARTICLE 1: OBJET
 - ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE
 - ARTICLE 3 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE
 - ARTICLE 4: DESCRIPTION ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS DE SERVICES
 - ARTICLE 5 : VALIDITE DU MARCHE
 - ARTICLE 6 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE
 - ARTICLE 7 : DELAI D'EXECUTION
 - ARTICLE 8 : PENALITES POUR RETARD
 - ARTICLE 9 : CAUTIONNEMENTS- RETENUE DE GARANTIE
 - ARTICLE 10 : ASSURANCES - RESPONSABILITE
 - ARTICLE 11 : CARACTERES DES PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT
 - ARTICLE 12 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT
 - ARTICLE 13 : ELECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE
 - ARTICLE 14 : SOUS-TRAITANCE
 - ARTICLE 15 : RESILIATION DU MARCHE
 - ARTICLE 16 : NANTISSEMENT
 - ARTICLE 17 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES
 - ARTICLE 18 : RECEPTION PROVISOIRE
 - ARTICLE 19 : RECEPTION DEFINITIVE
 - ARTICLE 20 : MODIFICATION DU PRESENT CPS
 - ARTICLE 21 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES
 - ARTICLE 22 : RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES
 - ARTICLE 23 : CAS D'ABANDON
 - ARTICLE 24 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET CORRUPPTION
- ### CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES
- BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

Appel d'offres ouvert sur offres de prix, séance publique, en application du décret n°02-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013), fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'état ainsi que certaines règles relatives à leur contrôle et à leur gestion.

Entre les contractants :

L'Agence Nationale pour le Développement des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique (ADEREE), Espace les patios 1er étage AV Benbarka, Hay Riad Rabat, crée par décret n° 2-10-320 du 16 Jourmada II 1432 (20 mai 2011). Représentée par son Directeur Général, et désigné ci-après par le terme (Maître d'Ouvrage MO).

D'une part,

ET :

La société
Au capital de
Faisant élection de domicile :
Inscrit au registre de commerce, sous le n°
Affilié à la Caisse Nationale de Sécurité sociale, sous le n°
Patente n°
Titulaire du compte bancaire n°
Ouvert
Représentée par
Désigné ci-après par le terme prestataire ou titulaire

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre de son plan de communication, l'ADEREE lance un appel d'offre pour le choix d'un prestataire, qui sera chargé de l'accompagnement de l'Agence dans la gestion et la dynamisation de ses relations avec les médias, afin d'impliquer le corps médiatique dans les initiatives de sensibilisation menées par l'ADEREE.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles constituant l'appel d'offres sont celles énumérées ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
- Le bordereau des prix formant le détail estimatif ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG).

ARTICLE 3 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX ET PARTICULIERS

Le titulaire est soumis aux obligations des textes suivants :

1. Le décret n°02-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013), fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.
2. Le décret Royal n° 330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 avril 1967) portant le règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié par le Dahir n° 1.77.629 du 25 Chaoual 1397 (9 octobre 1977) et complété par le décret n° 2.79.512 du 26 Joumada II 1400 (12 mai 1980).
3. Le décret n° 2.75.839 du 27 Hijja 1395 (30 décembre 1975) relatif au Contrôle des Engagements de Dépenses de l'Etat tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2.012.678 du 31/12/2001.
4. Le Dahir du 23 Chaoual 1367 (28/08/1948) relatif au nantissement des marchés publics, modifié et complété par le Dahir n° 1.60.371 du 14 Chaâbane 1380 (31/01/1961) et n° 1.62.202 du 19 Joumada I 1382 (29/10/1962).
5. Le Dahir n° 1-56-211 du 11/12/56 relatif aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires ou adjudicataires des marchés publics.
6. Les normes applicables au Maroc.
7. Le Dahir n° 1.85.347 du 7 Rabie II 1406 (20/12/1985) portant promulgation de la loi n° 30-85 relative à la taxe sur la valeur ajoutée.
8. La note circulaire n° 18/D.C.P du 1.2.82 du Trésorier Général relative à l'acquittement des timbres sur les contrats et marchés.
9. Les Dahirs du 25 juin 1927, des 15 mars et 21 mai 1963 relatifs aux accidents prévus par la législation du travail.
10. Le décret 2.03.703 du 13/11/2003 relatif aux délais de paiement et intérêts moratoires concernant les marchés passés pour le compte de l'état.
11. Loi n°69-00 relative au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes .

ARTICLE 4 : DESCRIPTION ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent appel d'offres consistent en l'accompagnement global sur la gestion des relations médias. Le prestataire sera chargé de :

-Mettre en place l'ensemble des partenariats-médias : Le prestataire élaborera et mettra à jour régulièrement un fichier presse qualifié rassemblant tous les contacts presse relatifs à l'activité de l'Agence et au secteur dans lequel elle évolue, en identifiant les contacts et supports médias qui pourraient être des relais pertinents d'information, au niveau national, régional, et international.

-Assurer la gestion et le maintien des partenariats médias mis en place : à travers les actions spécifiques ciblant les médias partenaires, proposées dans le plan d'action. L'objectif étant de positionner l'ADEREE comme référence au sein du secteur, que l'Agence devienne le Top of Mind chez les journalistes, vers laquelle ils se dirigent pour toute demande d'information, ou lors de la constitution de dossiers spéciaux sur le secteur ou autres.

-Constituer et mettre à jour régulièrement un dossier de presse sur l'Agence y compris Les travaux de création graphique: Celui-ci devra être livré sous support informatique exploitable par l'ADEREE.

-Diffuser les communiqués de presse sur les actions de l'Agence : assurer au quotidien la relation avec les contacts médias et le suivi pour générer des articles.

-Organiser des rendez-vous réguliers entre l'équipe de l'Agence et une sélection de journalistes, afin de tenir les médias partenaires informés des activités de l'ADEREE.

-Assurer la veille et le suivi de la presse quotidienne, hebdomadaire et mensuelle nationale et régionale et de la presse spécialisée y compris la presse audio-visuelle régionale. Cette veille devra être menée au regard des actions de l'Agence mais également des agences internationales opérant dans le même secteur.

-Fournir une analyse mensuelle des retombées presse, cette analyse devra donner lieu si besoin à un réajustement du plan d'action.

-Gérer les médias lors des événements: Lors des événements publics où l'Agence participe à (10 événements par an), le prestataire assurera l'invitation des journalistes, leur encadrement, le suivi des interviews et des tournages audiovisuels. Le prestataire assurera le reporting tout au long de l'organisation à travers des tableaux de suivi des contacts des journalistes, la liste des médias dont la présence est confirmée au fur à mesure, une synthèse et un document d'évaluation de la couverture à l'issue de l'événement. Le prestataire gèrera les demandes d'interviews et d'information venant des médias, coordonnera avec l'ADEREE, et agira en tant que conseiller quant aux suites à donner aux demandes, autant sur la forme que sur le fond.

-Organiser des événements ciblant les médias : En plus de la présence de la presse lors des différents événements de l'Agence, 5 points presse ciblant spécialement les médias sont à prévoir durant l'année. Ce nombre peut être revu à la baisse ou la hausse par le prestataire selon le plan d'actions proposé. D'autres types d'événements peuvent également être proposés par le prestataire.

-Assurer un reporting hebdomadaire de suivi des actions menées sous forme d'un rapport intermédiaire avec contacts des journalistes sollicités et fichier média de diffusion.

-Assister et encadrer les porte-parole de l'agence lors des sorties presse en fournissant les grandes lignes de prise de parole, les présentations nécessaires (bios des journalistes, présentations des supports presse ...)

-Mettre en place un média training en deux langues pour le top et le middle management de l'Agence (10 personnes).

-Mettre en œuvre toute action proposée par le prestataire dans son plan d'action, cette liste de missions étant non exhaustive.

NB : Tout au long de l'accompagnement, aucune action ne peut être entreprise sans l'accord et la validation explicite de l'ADEREE, aucun document, article, communiqué ou autre ne peut être diffusé aux médias sans la validation de l'ADEREE.

ARTICLE 5: VALIDITE DU MARCHÉ

Le futur marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par l'autorité compétente et son visa par le contrôleur d'état si c'est requis.

ARTICLE 6 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

En application de l'article 153 du décret n°02-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013), la notification de l'approbation du futur marché doit intervenir dans un délai de soixante- quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis. Si la notification n'intervient pas dans ce délai, le maître d'ouvrage peut demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre pour une période supplémentaire de trente (30) jours, conformément aux dispositions de l'article 153 du décret n°02-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013).

ARTICLE 7 : DELAI D'EXECUTION

Le titulaire devra réaliser les prestations objet du présent appel d'offres dans un délai de un an (01an), à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

ARTICLE 8 : PENALITES POUR RETARD

En cas de retard dans l'exécution des prestations, il sera appliqué à l'encontre du titulaire une pénalité journalière de 1/1000 du montant initial du marché modifié ou complété le cas échéant des montants des avenants. Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du futur marché.

Le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 10% (dix pour cent) du montant initial du marché modifié ou complété le cas échéant des montants des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable.

ARTICLE 9 : CAUTIONNEMENTS - RETENUE DE GARANTIE

- Le cautionnement provisoire est fixé à vingt Mille Dirhams (20.000,00 DH).
- Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché et doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.
- Une retenue de garantie de 10% sera effectuée sur chaque décompte à titre de garantie. Celle-ci cessera de croître lorsqu'elle aura atteint sept pour cent (7%) du montant initial du marché.
- La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du prestataire, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.
- La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive.

ARTICLE 10 : ASSURANCE

Avant tout commencement des prestations, le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux stipulations de l'article 20 du CCAG-EMO.

ARTICLE 11 : CARACTERES DES PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

11.1 Caractères des prix.

11-1-1 Les prix du marché ont un caractère global.

11-1-2 Les prix sont fermes et non révisables. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) est modifié postérieurement à la date de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

11-1-3 Les prix du marché sont libellés en dirhams (DH) en toutes taxes comprises (T.T.C).

11.2 Modalités de règlement du marché

Les prestations effectuées dans le cadre du futur marché donneront lieu à des versements d'acomptes au fur et à mesure de la réalisation des tâches en question.

Les jours hommes d'accompagnement seront répartis sur toute la durée de la prestation (1 année)

Le paiement des prestations s'effectuera conformément au bordereau des prix sur 5 tranches réparties comme suit :

- Facture 1 : après réception finale du dossier presse de l'ADEREE
- Facture 2 : après réception du rapport relatif à la réalisation de 20 jours-homme d'accompagnement
- Facture 3 : après réception du rapport relatif à la réalisation de 20 jours-homme d'accompagnement
- Facture 4 : après réception du rapport relatif à la réalisation de 10 jours-homme d'accompagnement
- Facture 5: après réception du rapport final relatif à l'accompagnement pour l'organisation des événements de l'Agence. (Dans le cas de non réalisation des dix événements prévus au bordereau des prix, le paiement sera effectué par événement réalisé).

Il n'est pas nécessaire de réaliser la facturation dans cet ordre, mais il est tout de même obligatoire de respecter la consistance des factures, telle que décrite ci-dessus.

Les montants des paiements partiels, des prestations réceptionnées, se feront sur la base des prix unitaire du bordereau de prix du soumissionnaire retenu :

- Si le titulaire est résident au Maroc : les paiements seront effectués en Dirhams,
- Si le titulaire est non résident au Maroc : les paiements seront effectués en Euro

- Les frais de transfert sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 12 : FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Les droits auxquels peuvent donner lieu le timbrage et l'enregistrement du marché tels qu'ils résultent des lois et règlements en vigueur, sont à la charge du prestataire.

ARTICLE 13 : ELECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE

- En application des dispositions de l'article 17 du CCAG-EMO, toutes notifications relatives à l'entreprise lui seront valablement faites dans l'adresse indiquée dans son acte d'engagement.
- En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 14 : SOUS-TRAITANCE

- La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché, ni porter sur l'activité principale du marché.
- Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément aux dispositions de l'article 158 du décret n°02-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013).

ARTICLE 15 : RESILIATION

- La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues aux articles 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 52 du CCAG-EMO.
- La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.
- Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du prestataire de services, l'ADEREE, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le prestataire de services est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

ARTICLE 16 : NANTISSEMENT

Le soumissionnaire, une fois titulaire, pourra demander s'il remplit les conditions requises, le bénéfice du régime institué par le Dahir du 23 Chaoual 1367 (28 août 1948) relatif au nantissement des appels d'offres publics, modifié et complété par les Dahir n° 1.60.371 du 14 Chaâbane 1380 (31 janvier 1961) et n° 1.62.202 du 19 jourmada I 1382 (29 octobre 1962).

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché qui découlera du présent appel d'offres, il est précisé que :

- La liquidation des sommes dues par l'Agence Nationale pour le Développement des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique en exécution du présent appel d'offres, sera opérée par les soins de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale pour le Développement des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique ;
- Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire l'appel d'offres ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou subrogation, les renseignements et les états prévus à l'article 11 du Dahir du 28 août 1948 est Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale pour le Développement des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique ;

- Les paiements prévus au présent appel d'offres seront effectués par Monsieur le Trésorier Payeur de l'Agence Nationale pour le Développement des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent appel d'offres ;
- En application de l'article 11 du CCAG-EMO, l'Agence Nationale pour le Développement des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique délivrera au soumissionnaire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire unique ou copie conforme de son appel d'offres.

ARTICLE 17: CONTESTATIONS - LITIGES

- En cas de difficultés survenues entre le titulaire et le maître d'ouvrage au cours de l'exécution du futur marché, il sera fait application des dispositions de l'article 55 du CCAG-EMO.
- En cas de désaccord, le litige entre le maître d'ouvrage et le titulaire est soumis aux tribunaux compétents de Rabat.

ARTICLE 18 : RECEPTION PROVISOIRE

- A l'achèvement des prestations et en application de l'article 47 du CCAG-EMO, le maître d'ouvrage s'assure de la conformité des prestations et prononcera la réception provisoire.
- Le maître d'ouvrage procédera à la réception provisoire dans un délai de 20 jours à compter de l'achèvement de la prestation objet de la réception.
- S'il constate que les prestations présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, le prestataire procédera aux rectifications nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.
- Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès verbal de réception.

ARTICLE 19: RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 49 du CCAG-EMO, il sera procédé à la réception définitive après la levée des réserves émises par le maître d'ouvrage le cas échéant.

La réception définitive des prestations sera prononcée après la réalisation des prestations objet du marché.

ARTICLE 20 : MODIFICATION DU PRESENT CPS

L'ADEREE peut, à tout moment, avant la date limite de remise des offres, et pour quelque motif que se soit, par initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissement formulée par un soumissionnaire, modifier par amendement certaines clauses techniques du présent Cahier de Prescriptions Spéciales sans changer l'objet de l'appel d'offres. Ces modifications seront communiquées aux soumissionnaires ayant retiré ou téléchargé le C.P.S.

ARTICLE 21 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

L'ADEREE se réserve le droit de demander au soumissionnaire toute explication ou précision sur son offre. Il est bien précisé que les pièces remises ne pourront plus être retirées, complétées ou modifiées. Seules les explications n'altérant pas la substance de l'offre pourront être acceptées.

ARTICLE 22 : RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES

L'ADEREE se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente mise en concurrence dans les cas prévus à l'article 45 du décret n°02-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) ;

Le Marché auquel peut donner lieu le présent Appel à la concurrence n'est valable, définitif et exécutoire qu'après avoir été approuvé par les Autorités Compétentes et visa du contrôleur d'Etat si c'est requis. L'attributaire recevra alors la notification de l'ordre de service pour commencer les travaux.

ARTICLE 23 : CAS D'ABANDON

Au cas où l'attributaire abandonnerait sans avoir complètement satisfait toutes les prestations pour lesquelles il serait engagé, son cautionnement définitif deviendrait immédiatement et de plein droit propriété de l'ADEREE, sans préjudice de poursuites judiciaires et sanctions dont celui-ci serait passible. Aussi, l'ADEREE procéderait-il à un nouveau concours aux risques et périls de l'attributaire défaillant.

ARTICLE 24 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERET

Les intervenants dans les procédures de passation des marchés doivent tenir une indépendance vis-à-vis des concurrents et n'accepter de leur part aucun avantage ni gratification et doivent s'abstenir avec eux toute relation de nature à compromettre leur objectivité et leur impartialité.

Les membres des commissions et toute personne appelée à participer aux travaux desdites commissions sont tenus de ne pas intervenir directement ou indirectement dans la procédure de passation des marchés publics, dès qu'ils ont un intérêt, soit personnellement, soit par personne interposée auprès des concurrents, sous peine de nullité des travaux desdites commissions.

CHAPITRE DEUX : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

1. Objet de l'appel d'offre

Dans le cadre de son plan de communication, l'ADEREE lance un appel d'offre pour le choix d'un prestataire, qui sera chargé de l'accompagnement de l'Agence dans la gestion et la dynamisation de ses relations avec les médias, afin d'impliquer le corps médiatique dans les initiatives de sensibilisation menées par l'ADEREE.

2. Contexte de l'appel d'offre

2.1 Présentation de l'ADEREE:

Créée en 2011, dans le cadre de la stratégie énergétique du Maroc, l'ADEREE est une institution publique intervenant sur l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Force de proposition auprès des autorités en matière de lois et de normes relatives au secteur, designer, initiateur et pilote de programmes sectoriels intégrés, l'ADEREE est aujourd'hui classée parmi les 39 établissements publics stratégiques du Royaume.

L'ADEREE joue un rôle catalyseur dans le développement énergétique durable du Maroc et du continent africain, en promouvant la coopération sud-sud par un accompagnement d'aide à la décision de gouvernements africains, et la dynamisation des collectivités territoriales à travers l'accompagnement de décideurs locaux.

A ce jour, l'ADEREE c'est aussi une réglementation thermique dans le bâtiment adoptée, un programme de développement du chauffe-eau solaire capable de générer à l'état 5 dirhams d'économie pour chaque dirham investi, 50 grands industriels audités, plus de 4 million de marocains sensibilisés au quotidien, et plus de 125 mesures d'Efficacité Energétique proposés.

Domaines de compétence de l'ADEREE:

- Elaboration et proposition de textes réglementaires en matière d'énergies renouvelables et d'Efficacité Energétique;
- Elaboration d'un plan national et de stratégies sectorielles et régionales de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique;
- Réalisation de la cartographie à haute précision des ressources en énergies renouvelables (cartes éoliennes, solaires et biomassiques) et du potentiel d'efficacité énergétique;
- Elaboration et pilotage de la stratégie nationale d'efficacité Energétique;
- Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de formation spécialisée, à destination de techniciens chefs de chantiers, formateurs et maîtres d'ouvrage (ingénieurs chargés de projet, architectes), couvrant l'ensemble des disciplines relatives aux énergies renouvelables (systèmes solaires photovoltaïques domestiques, systèmes solaires de pompage d'eau, systèmes hybrides, micro centrales hydrauliques, chauffe-eaux solaires individuels et collectifs et le photovoltaïque connecté au réseau), et les créneaux prioritaires de l'efficacité énergétique (bâtiment, industrie...);

- Elaboration et pilotage de l'approche territoriale Jiha Tinou, permettant de soutenir la planification énergétique municipale, le développement de stratégies locales et la réalisation de projets d'investissement durable ;
- Adaptation de nouvelles technologies et applications des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, au contexte socio-économique national, tout en constituant une force de proposition auprès des autorités publiques et des acteurs privés, sur l'adoption de ces technologies ;
- Réalisation de tests, certification et labélisation des équipements d'énergie renouvelables (chauffe-eau solaires, panneaux solaires et photovoltaïques), afin de garantir la satisfaction de l'utilisateur, la qualité et la pérennité des installations;
- Conseil et accompagnement des partenaires publics et privés, des investisseurs nationaux et internationaux et du grand public, en réalisant des expertises et en proposant des solutions adaptées dans diverses filières (Eolien, Solaire thermique, Solaire photovoltaïque, Biomasse, Micro-hydraulique, Matériaux et Isolation)

Pour plus d'informations: www.aderee.ma

2.2 Objectifs de communication de l'ADEREE :

- Asseoir la notoriété de l'ADEREE et consolider son image institutionnelle auprès des professionnels du secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, au niveau national, régional et international ;
- Promouvoir la valeur ajoutée de l'Agence ;
- Conforter son positionnement fédérateur au sein du secteur ;
- Vulgariser l'information technique et scientifique relative à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables ;
- Sensibiliser l'ensemble des parties prenantes, dont le grand public, à l'enjeu du développement énergétique durable ;
- Favoriser l'action en faveur du développement énergétique durable.

2.3 Cibles de communication de l'ADEREE :

- Grand public
- Etat et institutionnels
- Industriels
- Professionnels du secteur des transports
- Professionnels du secteur du bâtiment : promoteurs, ingénieurs, architectes
- Associations professionnelles
- Investisseurs nationaux et internationaux
- Société civile
- Collectivités territoriales
- Médias
- Autres acteurs des secteurs de l'énergie, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

3. Mission objet de l'appel d'offre

Accompagnement global sur la gestion des relations médias:

- **Mettre en place l'ensemble des partenariats-médias :** Le prestataire élaborera et mettra à jour régulièrement un fichier presse qualifié rassemblant tous les contacts presse relatifs à l'activité de l'Agence et au secteur dans lequel elle évolue, en identifiant les contacts et supports médias qui pourraient être des relais pertinents d'information, au niveau national, régional, et international.
- **Assurer la gestion et le maintien des partenariats médias mis en place :** à travers les actions spécifiques ciblant les médias partenaires, proposées dans le plan d'action. L'objectif étant de positionner l'ADEREE comme référence au sein du secteur, que l'Agence devienne le Top of Mind chez les journalistes, vers laquelle ils se dirigent pour toute demande d'information, ou lors de la constitution de dossiers spéciaux sur le secteur ou autres.
- **Constituer et mettre à jour régulièrement un dossier de presse sur l'Agence :** Celui-ci devra être livré sous format informatique exploitable par l'ADEREE. Les travaux de création graphique et d'exécution s'y rapportant sont à considérer dans l'approche financière.
- **Diffuser les communiqués de presse sur les actions de l'Agence :** assurer au quotidien la relation avec les contacts médias et le suivi pour générer des articles.
- **Organiser des rendez-vous réguliers** entre l'équipe de l'Agence et une sélection de journalistes, afin de tenir les médias partenaires informés des activités de l'ADEREE.
- **Assurer la veille et le suivi de la presse** quotidienne, hebdomadaire et mensuelle nationale et régionale et de la presse spécialisée y compris la presse audio-visuelle régionale. Cette veille devra être menée au regard des actions de l'Agence mais également des agences internationales opérant dans le même secteur.
- **Fournir une analyse mensuelle des retombées presse**, cette analyse devra donner lieu si besoin à un réajustement du plan d'action.
- **Gérer les médias lors des événements:** Lors des 10 événements publics où l'Agence participe, le prestataire assurera l'invitation des journalistes, leur encadrement, le suivi des interviews et des tournages audiovisuels. Le prestataire assurera le reporting tout au long de l'organisation à travers des tableaux de suivi des contacts des journalistes, la liste des médias dont la présence est confirmée au fur à mesure, une synthèse et un document d'évaluation de la couverture à l'issue de l'événement. Le prestataire gèrera les demandes d'interviews et d'information venant des médias, coordonnera avec l'ADEREE, et agira en tant que conseiller quant aux suites à donner aux demandes, autant sur la forme que sur le fond.
- **Organiser des événements ciblant les médias :** En plus de la présence de la presse lors des différents événements de l'Agence, 5 points presse ciblant spécialement les médias sont à prévoir durant l'année. Ce nombre peut être revu à la baisse ou la hausse par le prestataire selon le plan d'actions proposé. D'autres types d'événements peuvent également être proposés par le prestataire.
- **Assurer un reporting hebdomadaire de suivi des actions menées** sous forme d'un rapport intermédiaire avec contacts des journalistes sollicités et fichier média de diffusion.

- Assister et encadrer les porte-parole de l'agence lors des sorties presse en fournissant les grandes lignes de prise de parole, les présentations nécessaires (bios des journalistes, présentations des supports presse ...)
- Mettre en place un média training en deux langues pour le top et le middle management de l'Agence (10 personnes).
- Mettre en œuvre toute action proposée par le prestataire dans son plan d'action, cette liste de missions étant non exhaustive.

NB : Tout au long de l'accompagnement, aucune action ne peut être entreprise sans l'accord et la validation explicite de l'ADEREE, aucun document, article, communiqué ou autre ne peut être diffusé aux médias sans la validation de l'ADEREE.

4. Livrables :

En plus des documents de reporting intermédiaire que le prestataire fournira à l'ADEREE tout au long de l'accompagnement, les livrables suivants sont à fournir à l'ADEREE à la fin du contrat d'accompagnement :

- Le plan d'action initial, suivi du rapport global des actions entreprises durant l'année, accompagné de recommandations d'ajustement et d'actualisation pour l'année 2016, sur la base de l'analyse des retombées et des différentes remontées d'information, recueillies par le prestataire auprès des journalistes.
- Un fichier global qualifié et mis à jour des contacts médias reprenant l'ensemble des médias, leurs coordonnées, les contacts de leurs rédactions et les contacts directs des journalistes.
- La revue des retombées de presse de l'année, accompagnée d'une analyse de ces retombées.

Lu et accepté sans réserve (manuscrite)
Signature :

Bordereau des prix

Désignation	Quantité	Prix Unitaire	Total
Accompagnement médias global	50 jours homme		
Rédaction et conception du dossier de presse de l'Agence, avec mises à jour régulières	1		
Accompagnement pour l'organisation de points presse ou pour la mobilisation de la presse lors d'évènements spécifiques	10 évènements		
Total HT			
TVA			
Total TTC			

Arrêter le présent bordereau des prix à la somme de HT soit TTC
 (en chiffres et en lettres)

ROYAUME DU MAROC

AGENCE NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES
RENOUVELABLES ET DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N° 16/2015

ACCOMPAGNEMENT POUR LA GESTION DES RELATIONS MEDIAS

Du 17/11/ 2015

« REGLEMENT DE CONSULTATION »

En application des dispositions du Décret n°02-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur contrôle et à leur gestion.

ANNEE 2015

Sommaire

ARTICLE 1 : Objet du règlement de consultation

ARTICLE 2 : Répartition en lots

ARTICLE 3 : Maître d'ouvrage

ARTICLE 4 : Conditions requises des concurrents

ARTICLE 5 : Justification des capacités et des qualités des concurrents

ARTICLE 6 : Composition du dossier d'appel d'offres

ARTICLE 7 : Modification dans le dossier d'appel d'offres

ARTICLE 8 : Retrait des dossiers de la consultation

ARTICLE 9 : Information des concurrents

ARTICLE 10 : Monnaie des prix de l'offre

ARTICLE 11 : Langues

ARTICLE 12 : Contenu des dossiers des concurrents

ARTICLE 13 : Dépôt des plis des concurrents

ARTICLE 14 : Retrait des plis

ARTICLE 15 : Délai de validité des offres

ARTICLE 16: Critères d'évaluation des offres des concurrents

ARTICLE 17 : Critères de jugement

ARTICLE 1 : Objet du règlement de consultation

Le présent appel d'offres a pour objet le choix d'un prestataire, qui sera chargé de l'accompagnement de l'Agence dans la gestion et la dynamisation de ses relations avec les médias, afin d'impliquer le corps médiatique dans les initiatives de sensibilisation menées par l'ADEREE.

Cet accompagnement doit être **innovant, créatif, pertinent**, convenant au secteur d'activité de l'Agence, à sa stratégie, et à son métier. Le plan d'action devra permettre de **mobiliser, de fédérer et de fidéliser les médias** autour des activités de l'Agence, de susciter leur intérêt, de générer des retombées de qualité et **d'impact supérieur**, tant au niveau de la forme qu'au niveau du fond. Il permettra également de consolider le positionnement de l'Agence, d'en faire une **Référence au sein du secteur**, au Maroc, en Afrique et dans le monde.

Il est établi en vertu des dispositions du décret n°02-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n°02-12-349 précité. Toute disposition contraire au Décret n°02-12-349 est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du Décret n°02-12-349

ARTICLE 2 : Répartition en lots

La présente consultation concerne un marché lancé en lot unique.

ARTICLE 3 : Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent Appel d'Offres est : l'Agence Nationale pour le Développement des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique.

ARTICLE 4 : Conditions requises des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n°2-12-349:

1) *Seules peuvent participer à la présente consultation les personnes physiques ou morales qui :*

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué les garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement;
- Sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.

2) *Ne sont pas admises à participer à la présente consultation:*

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.

- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n°2-12-349 ;
- Les personnes visées à l'article 22 de la loi n° 78-00 portant charte communale promulguée par le dahir n° 1-02-297 en date du 25 rejeb 1423 (3 octobre 2002) pour les marchés des communes ;
- Les personnes visées à l'article 24 de la loi n°79-00 relative à l'organisation des collectivités préfectorales et provinciales promulguée par le Dahir n°1-02-269 en date du 25 rajeb 1423 (3 octobre 2002) pour les marchés des préfectures et provinces ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

ARTICLE 5 : Justification des capacités et des qualités des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n°2-12-349, les concurrents sont tenus de présenter, un dossier administratif, un dossier technique et éventuellement un dossier additif. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent. Les pièces fournis doivent être originales ou certifiées conformes.

A. Un dossier administratif comprenant :

A.1 Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

1. Une déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du décret n° 2- 12-349 ;
2. L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
3. Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret n°2-12-349.

A.2 Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n°2-12-349 :

1. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
2. L'attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n°2-12-349. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
3. L'attestation de la CNSS ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n°2-12-349; ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale , prévue par le dahir portant loi

n°1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme. La date de production des pièces prévues aux 2 et 3 ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

4. Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujettis à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.
5. L'équivalent des attestations visées aux paragraphes 2,3et4 ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produit.

B. Un dossier technique comprenant :

- 1) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécuté ou à l'exécution desquelles il a participé
- 2) Au moins trois (03) attestations délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés desdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire ;

C. une offre technique comprenant :

- La méthodologie proposée pour l'accompagnement demandé avec une mise en relief du caractère innovant de l'offre, la qualité de l'assistance technique et le degré de transfert de compétences et de connaissances
- Un planning détaillé avec chronogramme d'affectation des ressources humaines
- Les CVs des membres proposés pour la réalisation des prestations de la présente consultation. Ces CVs doivent mentionnés notamment les formations de base, les expériences professionnelles et les références des intervenants dans le domaine de prestations similaires à celles du présent appel d'offres. Ces CVs doivent être signés par les concernés et certifiés par les prestataires soumissionnaires. Les CVs doivent être accompagnés des copies certifiées conformes des diplômes des membres proposés. Ils doivent être également certifiés par le prestataire.

D. Un dossier additif comprenant :

- a) Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté sans réserve » et paraphé sur toutes les pages ;
- b) Le présent règlement de consultation paraphé sur toutes les pages. La dernière page sera signée et cachetée avec la mention manuscrite « lu et accepté sans réserve ».

ARTICLE 6 : Composition du dossier d'appel d'offres

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349, le dossier d'Appel d'Offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement prévu à l'article 27 du décret n°2-12-349;
- Le modèle du bordereau des prix formant détail estimatif ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de consultation d'Appel d'Offres.

ARTICLE 7 : Modification dans le dossier d'appel d'offres

Conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret n° 2-12-349, les modifications qui seront introduites dans le dossier d'Appel d'Offres, sans changer l'objet du marché, seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents. Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité.

Lorsque ces modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci doit être publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1-2 de l'article 20 du décret n° 2-12-349. dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

ARTICLE 8 : Retrait des dossiers de la consultation

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents dans les bureaux indiqués dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

ARTICLE 9 : Information des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-12-349, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissement ou renseignements concernant l'appels d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique, il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres. Les délais de communication des éclaircissements sont ceux définis au niveau de l'article 22 du décret 2-12-349.

ARTICLE 10 : Monnaie des prix de l'offre

Conformément à l'article 18 du décret n° 2-12-349, la ou les monnaies convertibles dans lesquelles le prix des offres doit être exprimé, lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirhams.

Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donné par Bank al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 11 : Langues

La langue dans laquelle doivent être établis les pièces contenues dans le dossier et les offres présentées par les concurrents est le français.

ARTICLE 12 : Contenu des dossiers des concurrents

1. Contenu des dossiers

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-12-349, Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé, les pièces des dossiers administratif, technique et additif, une offre financière et, une offre technique.

L'offre financière comprend :

a) L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges. Il est établi en un seul exemplaire. Cet acte d'engagement dument rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 157 du décret n°2-12-349, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

b) Le bordereau des prix et le détail estimatif.

- Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.
- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

2. Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'Appel d'Offres lors de la séance public d'ouverture des plis.

Ce pli contient trois enveloppes :

- La première enveloppe comprend le dossier administratif, technique et le dossier additif. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention " Dossiers administratif, technique et dossier additif ";
- La deuxième enveloppe comprend l'offre technique ;
- La troisième enveloppe comprend l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention " Offre financière " .

ARTICLE 13 : Dépôt des plis des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'Appel d'Offres;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'Appel d'Offres pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixée ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par Le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial prévu à l'article 19 du décret n°2-12-349. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur les plis remis. Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 14 : Retrait des plis

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 19 du décret n°2-12-349.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'article 31 du décret n°2-12-349.

ARTICLE 15 : Délai de validité des offres

Conformément à l'article 60 du décret n°2-12-349, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si, la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe, seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai. Toutefois, le maître d'ouvrage reste engagé vis-à-vis des concurrents tant qu'ils n'ont pas retiré leurs offres.

ARTICLE 16 : Critères d'évaluation des offres des concurrents

Les offres seront examinées, conformément aux dispositions des articles 36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42 du décret n°2-12-349 et seront jugées sur la base des critères techniques et financiers.

- A la première séance seront ouverts les dossiers administratifs et techniques des concurrents. Seules les offres techniques des concurrents retenus à l'issue de l'examen des dossiers administratif et technique seront ouvertes. Une sous-commission sera désignée pour analyser en détail les offres techniques proposées.
- Dans une deuxième séance, dont la date et le lieu doivent être communiqués à temps à tous les soumissionnaires, les offres financières des candidats retenus à l'issue de l'examen des offres techniques seront ouvertes.

ARTICLE 17 : Critères de jugement

La procédure de jugement des offres se déroulera en trois étapes :

- ETAPE 1: Une analyse préliminaire du dossier administratif et technique:

Cette analyse tend à s'assurer de la conformité des pièces présentées par rapport aux stipulations du dossier de la consultation, notamment les pièces du dossier administratif et celles du dossier technique.

- ETAPE 2 : Analyse comparative des offres techniques :

Ne sont pris en compte dans cette phase que les offres ayant été retenues à l'issue de l'étape 1.

Le jugement technique des offres s'effectue sur la base de 100 points. La note technique « NT » correspond à la somme des deux (2) notes des critères a et b :

- a. Démarche méthodologique : Note a sur 40 points
- b. Qualité de l'équipe projet : Note b sur 60 points

NT = Note a + Note b

A - Méthodologie (Note a sur 40 points)

La méthodologie sera notée sur la base des approches méthodologiques, du chronogramme (planning d'intervention de chaque membre de l'équipe) et modalités pratiques proposées par les soumissionnaires pour l'exécution des prestations de la présente consultation.

La méthodologie sera appréciée sur la base des critères ci-après :

Sous critère	Faible	Moyen	Bon	Excellent	Note
Détail de l'approche méthodologique	0	4	8	15	Note a 1
Pertinence des propositions	0	2	3	5	Note a 2
Cohérence du planning proposé	0	2	3	5	Note a 3

Cohérence de la répartition des charges	0	4	6	10	Note a 4
Caractère innovant de l'offre	0	2	3	5	Note a 5

Note a = Note a 1 + Note a 2 + Note a 3 + Note a 4 + Note a 5

B- Qualité de l'équipe projet (Note b sur 60 points)

L'équipe projet doit être une équipe pluridisciplinaire de haut niveau, ayant une expérience confirmée dans des prestations similaires. Cette équipe doit être composée au moins de :

- **Chef de projet (Note b1 sur 20 points)**

Le chef de projet proposé devra avoir conduit des projets de consistance similaire au présent projet. Le chef de projet sera l'interlocuteur principal de l'ADEREE pour tout ce qui concerne le projet.

1- Formation de base (Note b1-1, sur 2 points)

Le chef de projet doit avoir obligatoirement une formation de base de Bac + 4 ou 5 dans le domaine des sciences de l'information, ou en communication et marketing, ou en Journalisme, ou en relations publiques.

2- Références similaires (Note b1-2, sur 12 points)

Le chef de projet sera noté sur les expériences similaires dans les domaines liés à l'étude, cités ci-dessus.

Une note maximale de quatre (04) points sera attribuée par expérience, selon sa nature, sa consistance et sa similitude par rapport aux prestations du présent marché, jusqu'au plafond de 12 points.

3- Expérience professionnelle (Note b1-3, sur 6 points)

Le chef de projet doit avoir obligatoirement trois (3) ans d'expérience. Une note de six (06) points sera attribuée au chef du projet justifiant trois années d'expériences détaillées comme suit :

- Un bon portefeuille Media national et international (presse écrite, audiovisuelle, électronique...)
- Un bon relationnel et sens de l'organisation des événements et des points de presse
- Expérience en rédaction et en révision de produits de communication et/ou médiatiques.
- Expérience en planification de conférences de presse ou d'événements.
- Expérience à répondre aux demandes des médias ou du public.
- Expérience dans la surveillance et l'analyse des médias sera considérée un atout.

Notation du chef de projet :

La note attribuée au chef de projet est : Note b1 = Note b1-1 + Note b1-2 + Note b1-3

Consultant Relation Presse Francophone (Note b2 sur 15 points)

1- Formation de base (Note b2-1, sur 2 points)

Le consultant presse francophone doit avoir obligatoirement une formation de base de Bac + 4 ou 5 dans le domaine de des sciences de l'information, ou en communication et marketing, ou en Journalisme, ou en relations publiques.

2- Références similaires (Note b2-2, sur 8 points)

Le consultant presse francophone sera noté sur la base de son expérience dans les domaines similaires liés à des sciences de l'information, ou en communication et marketing, ou en Journalisme, ou en relations publiques.

Une note maximale de 2 points sera attribuée par expérience, selon sa nature, sa consistance et sa similitude par rapport aux prestations du présent marché, avec un plafond de 8 points.

3- Expérience professionnelle (Note b2-3, sur 5 points)

Le consultant presse francophone doit avoir obligatoirement trois (3) ans d'expérience dans le domaine de l'étude ou équivalent. Une note de 5 points sera attribuée au consultant justifiant trois années d'expériences détaillées comme suit :

- Une formation de base de Bac + 4 ou 5 dans le domaine des sciences de l'information, en communication et marketing, ou en Journalisme, ou en relations publiques
- Trois (03) ans d'expériences similaires dans le domaine de la communication et marketing, ou en Journalisme, ou en relations publiques
- Capacité de communiquer efficacement par écrit et oralement ;
- Capacité d'analyser et de résumer l'information;
- Capacité de coordonner des événements médiatiques
- Excellente maîtrise de la langue française
- Gestion et création des dossiers de presse et rédaction de communiqué de presse
- Un bon contact avec les journalistes
- Une excellente maîtrise des logiciels informatique.
- Connaissances précises de l'environnement des médias, les différents supports ainsi que leurs spécificités (tirage, lectorat, etc...)

Notation du consultant presse francophone :

La note attribuée au consultant presse francophone est : Note b2= Note b2-1 + Note b2-2 + Note b2-3

Consultant Relation Presse Arabophone (Note b3 sur 15 points)

1- Formation de base (Note b3-1, sur 2 points)

Le consultant presse Arabophone doit avoir obligatoirement une formation de base de Bac + 4 ou 5 dans le domaine de des sciences de l'information, ou en communication et marketing, ou en Journalisme, ou en relations publiques.

2- Références similaires (Note b3-2, sur 8 points)

Le consultant presse Arabophone sera noté sur la base de son expérience dans les domaines similaires liés à des sciences de l'information, ou en communication et marketing, ou en Journalisme, ou en relations publiques.

Une note maximale de 2 points sera attribuée par expérience, selon sa nature, sa consistance et sa similitude par rapport aux prestations du présent marché, avec un plafond de 8 points.

3- Expérience professionnelle (Note b3-3, sur 5 points)

Le consultant presse arabophone doit avoir obligatoirement trois (3) ans d'expérience dans le domaine de l'étude ou équivalent. Une note de 5 points sera attribuée au consultant justifiant trois années d'expériences détaillées comme suit :

- Une formation de base de Bac + 4 ou 5 dans le domaine des sciences de l'information. en communication et marketing, ou en Journalisme, ou en relations publiques
- Trois (03) ans d'expériences similaires dans le domaine de la gestion des archives Capacité de communiquer efficacement par écrit et oralement ;
- Capacité d'analyser et de résumer l'information;
- Capacité de coordonner des événements médiatiques
- Excellente maîtrise de la langue Arabe
- Gestion et création des dossiers de presse et rédaction de communiqué de presse
- Un bon contact avec les journalistes
- Une excellente maîtrise des logiciels informatiques.
- Connaissances précises sur l'environnement des médias, les différents supports ainsi que leurs spécificités (tirage, lectorat, etc...)

Notation du consultant presse arabophone :

La note attribuée au consultant presse arabophone est : Note b3= Note b3-1 + Note b3-2 + Note b3-3

▪ Chargé de projet événementiel (Note b4 sur 10 points)

Le chargé de projet événementiel proposé devra avoir conduit des projets de consistance similaire au présent projet.

1- Formation de base (Note b4-1, sur 2 points)

Le chargé de projet événementiel doit avoir obligatoirement une formation de base de Bac + 4 ou 5 dans le domaine des sciences de l'information, ou en communication et marketing, ou en Journalisme, ou en relations publiques.

2- Références similaires (Note b4-2, sur 6 points)

Le chargé de projet événementiel sera noté sur les expériences similaires dans les domaines cités ci-dessus.

Une note maximale de deux (02) points sera attribuée par expérience, selon sa nature, sa consistance et sa similitude par rapport aux prestations du présent marché, jusqu'au plafond de 06 points.

4- Expérience professionnelle (Note b4-3, sur 2 points)

Le chargé de projet événementiel doit avoir obligatoirement trois (3) ans d'expérience. Une note de deux(02) points sera attribuée au chargé de projet événementiel justifiant trois années d'expériences détaillées comme suit :

- Une formation de base de Bac + 4 ou 5 dans le domaine des sciences de l'information, communication et événementiel, relation publique ou journalisme
- Trois (03) ans d'expériences similaires dans le domaine de la gestion des archives communication et événementiel, relation publique ou journalisme
- Expérience dans l'organisation des points de presse et de grands évènements médiatique ;
- Parfaitement bilingue (français et arabe)
- Sens de l'organisation et de créativité
- Rigueur et capacité relationnel
- Animation d'équipe
- Portefeuille Media (contacts avec la presse nationale et internationale, Radio, tv, journaux ...)
- Piloter la logistique (fournisseur, traiteur, techniciens)

Notation du Chargé de projet événementiel :

La note attribuée au chargé événementiel est : Note b4= Note b4-1 + Note b4-2 + Note b4-3

La qualité de l'équipe projet sera notée sur la base de l'examen des CVs des membres proposés pour la réalisation des prestations de la présente consultation notamment leurs formations de base, leurs expériences professionnelles et leurs références dans le domaine de prestations similaires à celles du présent appel d'offres.

La note de la qualité de l'équipe chargée de la réalisation des prestations est répartie comme suit :

Membres de l'équipe	Note maximale attribuée	Répartition de la note maximale attribuée		
		Formation de base	Références similaires	Expériences professionnelles
Chef de projet	20	2	12	6
Consultant Relation Presse francophone	15	2	8	5
Consultant Relation Presse arabophone	15	2	8	5
Chargé de projet événementiel	10	2	6	2
Total partiel Note b	60	8	34	18

NB : Tous les éléments qui seront notés devront être très détaillés dans les CV de l'équipe du soumissionnaire.

La note technique du soumissionnaire est : NT = Note a + Note b

NB : les soumissionnaires ne totalisant pas 70 points à l'issue de l'évaluation technique sont systématiquement éliminés et ne seront pas évalués sur leur offre financière.

• **Etape 3 : Analyse des offres financières :**

Uniquement les offres techniques retenues aux étapes précédentes, seront évaluées dans cette étape.

Ensuite, les offres financières seront comparées pour déterminer l'offre évaluée la plus avantageuse c'est-à-dire la moins disante.

Lu et accepté sans réserve (manuscrite)

Signature :

Modèle d'acte d'engagement

A - Partie réservée à ADEREE

Marché n° 16/2015

Accompagnement de l'ADEREE dans la gestion et la dynamisation de ses relations avec les médias, afin d'impliquer le corps médiatique dans les initiatives de sensibilisation menées par l'ADEREE.

Les lieux d'exécution des prestations objet du présent appel d'offres sont:

- SiègE ADEREE, Espace les Patios, angle avenue Anakhil et avenue Mehdi Benbarka, Hay Riad Rabat.
- Représentation de l'ADEREE Rue El Machaâr El Haram, Issil à Marrakech.

Passé en application des dispositions du décret n°02-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat, ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

B - Partie réservée au concurrent

a. Pour les personnes physiques

Je, soussigné :.....(prénom, nom et qualité) agissant en mon non personnel et pour mon propre compte, Adresse du domicile élu : Affilié à la CNSS sous le n° :.....Inscrit au Registre de Commerce de.....(Localité) sous le N°.....N° de patente

b. Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Agissant au nom et pour le compte de(raison sociale et forme juridique de la société)

Au capital de :Adresse du siège social de la société.....Adresse du domicile élu

.....Affilié à la CNSS sous le n°..... Inscrite au Registre de Commerce

(Localité) sous le n°..... n° de patente.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- 1) Remets, revêtu de ma signature un bordereau des prix et un détail estimatif établis conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres,
- 2) M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au Cahier des Prescriptions Spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :
 - Montant hors T.V.A. :(en lettres et en chiffres)

- Montant de la T.V.A. (taux en %) : (en lettres et en chiffres)
- Montant T.V.A. comprise :(en lettres et en chiffres)

L' ADEREE se libérera des sommes dues par lui en faisant donner au compte n°ouvert au nom de la société.....sous relevé d'identification bancaire numéro

Fait àle.....
Signature et cachet du concurrent

MODEL DECLARATION SUR L'HONNEUR

A - Pour les personnes physiques

Je soussigné..... nom.... Prénom..... agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu :affilié à la CNSS sous le n° :..... Inscrit au registre du commerce de..... sous le n°n° du patenten° du compte bancaire.....
Tél.....Fax..... l'adresse électronique.

B - Pour les personnes morales

Je soussigné nom prénom qualité agissant au nom et pour le compte deraison sociale.....forme juridique.....au capital deadresse du domicile élu.....affilié à la CNSS sous le n°.....(ou autre) le numéro de la taxe professionnelle..... Inscrit au registre du commerce n° de patente n° du compte bancaireTél.....Fax..... l'adresse électronique

DECLARE SUR L'HONNEUR

- 1- m'engage à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle.
- 2- que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du décret n°02-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) fixant les conditions et les règles de passation des marchés de l'Etat, ainsi que certaines dispositions relatives à leur gestion et à leur contrôle.
- 3- m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance, que celle-ci ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché; et m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du décret précité.
- 4- j'atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou en redressement judiciaire,(ou que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mes activités)
- 5- m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que se soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.
- 6- m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée des promesses des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché et son exécution ;
- 7- j'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt, tel que prévu à l'article 168 du décret n°2-12-349 ;
- 8- Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature ;
- 9- Je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par les articles 138 et 159 du décret n°2-12-349.

Fait àle.....

Signature et cachet du concurrent